

L'Europe, c'est une affaire d'Européens, pas d'institutions

Nous devons agir ensemble et conjuguer nos forces pour soutenir le projet européen. Mais Emmanuel Macron se trompe lorsqu'il estime qu'une grande 'Conférence pour l'Europe' résoudra les problèmes pratiques et les préoccupations du citoyen européen.

A une époque où la cote des populistes est à la hausse et où le creux plaidoyer en faveur d'un retour à l'Etat nation se fait de plus en plus pressant, l'appel de Macron est rafraîchissant. Plus que jamais, il est important que les forces pro-européennes se soutiennent mutuellement. C'est d'ailleurs pour cette raison que le CD&V entend évincer Fidesz, le parti du Premier Ministre Orban, du PPE.

Mais le président français est à la fois pessimiste et utopique.

Il est pessimiste, parce qu'il dépeint l'état actuel de l'Union européenne sous un jour trop négatif. Bien sûr, le fossé entre le citoyen et l'UE est trop grand. Et, bien sûr, le projet européen est loin d'être achevé et peut être réalisé mieux et plus efficacement.

Mais des progrès ont bel et bien été accomplis ces dernières années. Il suffit de penser à l'Europe sociale où Marianne Thyssen, avec les directives sur le détachement et la création d'une Autorité européenne du travail, a travaillé sur la lutte contre le dumping social. Un salaire égal pour un travail égal au même endroit est maintenant une réalité. Ou prenons l'exemple de la création de l'Union bancaire, qui réduit le risque que le contribuable ait à payer pour une nouvelle crise financière.

En même temps, Macron est utopique avec sa proposition d'organiser une grande conférence sur l'avenir de l'UE. Certes, une 'Conférence pour l'Europe', cela sonne bien. Dans la pratique, cependant, ce type de grands-messes institutionnelles risque d'aboutir principalement à des montagnes de papier qui, par la suite, pourraient bien rester lettre morte.

Et tout cela alors que les citoyens flamands, belges et européens ont surtout besoin de propositions concrètes. C'est précisément l'aspect concret qui nous manque dans la lettre ouverte.

Au lieu de mettre sur pied une conférence de haut niveau, nous devrions donc nous concentrer davantage sur des propositions politiques concrètes.

Sur une Europe sociale où nous pouvons continuer à construire un marché intérieur équitable avec, par exemple, des conciliateurs sociaux qui peuvent intervenir dans les conflits transfrontaliers.

Sur la mise en œuvre de la stratégie visant à rendre notre économie climatiquement neutre d'ici 2050. L'Europe peut intervenir plus rapidement en imposant une taxe européenne sur le kérosène des avions et les émissions de CO². Un consensus à ce sujet émerge dans tous les Etats membres et une telle mesure ne peut être efficace que dans un contexte européen. D'emblée des milliards d'euros que nous pouvons investir dans des métros et des trains supplémentaires.

Ou sur une meilleure coopération dans l'approche du problème migratoire avec le renforcement de nos garde-côtes et garde-frontières et des règles communes en matière d'asile. Pourquoi attendre encore plus longtemps pour renforcer les contrôles aux frontières européennes de 10.000 garde-côtes et garde-frontières supplémentaires ? Cela montrerait d'emblée aux citoyens européens la valeur ajoutée de l'Union. Le nombre de migrants entrant dans l'UE a d'ailleurs chuté de manière spectaculaire, car, grâce aux décisions européennes, les frontières extérieures sont déjà beaucoup plus étroitement surveillées à l'heure qu'il est.

Nous ne pouvons que nous réjouir d'un fervent plaidoyer en faveur du projet européen. Mais, après le 26 mai, ne perdons pas des mois avec des débats institutionnels. Les mains à la charrue, dans l'intérêt des citoyens et des entreprises. Pas des paroles, mais des actes. Pas des conférences, mais des solutions.

L'équipe de l'Europe du CD&V : Kris Peeters, Cindy Franssen, Peter Van Kemseke & Ivo Belet.